



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2019-11 - Séance du 23 janvier 2019

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.8 Environnement

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
27	18	23

Vote	
Pour	23
Contre	
Abstention	

L'an 2019, le 23 janvier à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 17 janvier 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 17 janvier 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, VANGREVELYNGHE Patricia, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, DUCAMP Ludovic, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François, SUAY Régine pour CONTENSEAU Carole, JODAR Mélissa pour AMALVY Marie-Thérèse, DESTAILLATS Aline pour MAZOLLIER Elisabeth

Absents : SIMAR Morgan, VIDAL Stéphane, PEETERS Fabien, MICHEL Yves (excusé)

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2019-11 – OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE COMPLÉMENTAIRE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DU PARC GÉRARD BRUYÈRE

Monsieur Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Conseiller Municipal, rapporte que dans le cadre du projet d'aménagement du Parc Gérard Bruyère consistant en la création d'un plan d'eau de loisirs et de lutte contre les inondations (Gérard Bruyère), la Ville de Baillargues a procédé aux acquisitions foncières nécessaires à sa réalisation.

Une partie des emprises ont été acquises par voie amiable et trois indivisions ont refusé les offres, contraignant la commune à engager une acquisition par voie d'expropriation. Par délibération du Conseil municipal en date du 10 juin 2010, la Ville décidait de solliciter l'ouverture d'une enquête publique conjointe. Celle-ci s'est déroulée en 2011 et portait à la fois sur l'utilité publique du projet et le dossier parcellaire.

Un arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique l'opération et déclarant cessibles les biens compris dans son périmètre est intervenu le 26 octobre 2012, sous le sceau de l'urgence.

Un nouvel arrêté préfectoral de cessibilité a été délivré le 11 septembre 2013 déclarant à nouveau cessibles les parcelles cadastrées section AL27 et AL28 pour partie. Une ordonnance d'expropriation est intervenue le 4 décembre 2013.

Les consorts DE COLIGNY / ARNAUD ont contesté devant le juge administratif l'arrêté de cessibilité du 11 septembre 2013. La requête a été rejetée par le Tribunal administratif de Montpellier et la Cour administrative d'appel de Marseille. Le Conseil d'Etat, saisi sur pourvoi des consorts DE COLIGNY / ARNAUD, au terme d'un revirement de jurisprudence, a annulé ledit arrêté de cessibilité dans sa décision du 9 juillet 2018 (n°406696).

Le pourvoi dirigé par l'indivision à l'encontre de l'arrêté du 26 octobre 2012 déclarant d'utilité publique l'opération n'a pas été admis, confirmant ainsi définitivement la légalité dudit arrêté.

La présente enquête parcellaire a donc pour objet de régulariser cette seule partie de la phase administrative par la délivrance d'un nouvel arrêté de cessibilité, étant précisé que suivant arrêté préfectoral du 29 août 2017 régulièrement publié, Monsieur le Préfet de l'Hérault a prorogé pour une durée de cinq années supplémentaires les effets de la déclaration d'utilité publique du parc Gérard Bruyère.

Dès lors, en application de code de l'expropriation, notamment son article R131-12, la Ville souhaite engager une enquête publique parcellaire simplifiée, qui se veut complémentaire à celles déjà menées dans le cadre de ce projet.

Il convient donc de solliciter l'ouverture de cette enquête publique parcellaire auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue de la réalisation d'un plan d'eau de loisirs et de lutte contre les inondations à Baillargues.

Le dossier d'enquête a été joint à la note de synthèse.

En ce sens, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Approuver le dossier d'enquête publique parcellaire,
- Demander l'ouverture d'une enquête publique parcellaire complémentaire auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue de déclarer cessibles en urgence les parcelles AL 27 et AL 28 nécessaires à la réalisation d'un plan d'eau de loisirs et de lutte contre les inondations à Baillargues,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

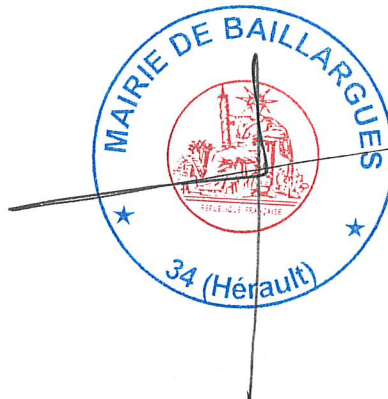
Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Jean-Luc DE LA CLERGERIE et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** le dossier d'enquête publique parcellaire,
- **DEMANDE** l'ouverture d'une enquête publique parcellaire complémentaire auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue de déclarer cessibles en urgence les parcelles AL 27 et AL 28 nécessaires à la réalisation d'un plan d'eau de loisirs et de lutte contre les inondations à Baillargues,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,

Le 25 janvier 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 04/02/2019

Reçu en préfecture le 04/02/2019

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20190125-DLM2019_11-DE

